



MASTER

MENTION DROIT PUBLIC

Lieu de la formation

Angers

Contacts

M1 DPublic

m1droit@contact.univ-angers.fr

M2 DIP / M2 DIE / M2 HDI / M2 M@DOS

m2droit@contact.univ-angers.fr

Responsables

de la formation

M1 Droit Public (DPG et DIE)

Lauren BLATIERE

lauren.blatiere@univ-angers.fr

Fabien TESSON

fabien.tesson@univ-angers.fr

M2 DIP

Fabien TESSON

fabien.tesson@univ-angers.fr

M2 DIE

Alina MIRON

alina.miron@univ-angers.fr

Bérangère TAXIL

Berangere.taxil@univ-angers.fr

M2 HDI

Marc BOUVET

marc.bouvet@univ-angers.fr

Site web

www.univ-angers.fr/deg



plus d'informations sur la formation
en scannant le QR code



Objectifs

Le Master mention Droit public permet aux étudiants de choisir entre deux parcours, l'un en Droit public général (DPG), l'autre en Droit international et européen (DIE). Le M1 DPG permet l'accès à trois M2 :

- Droit des interventions publiques (DIP)
- Histoire du droit et des institutions (HDI)
- Management et droit des organisations scolaires (M@DOS).

Le M1 DIE conduit naturellement au M2 DIE.

Le **M2 DIE** propose des cours de 1^{er} semestre qui mettent en évidence une dynamique sur le plan normatif (droit d'asile, droits de l'homme, politiques européennes, droit de la mer, etc.), tandis que ceux du second semestre relèvent d'une approche plus contentieuse et diversifient les approches (justice constitutionnelle, arbitrage international). Toute l'année, les étudiants sont impliqués tant dans les activités de l'association du Réseau angevin de droit international et européen (RADIE) que dans la clinique juridique the Lighthouse, qui exerce une activité de soutien juridique auprès d'acteurs de terrain.

Le **M2 DIP** vise à parfaire la maîtrise des problématiques et des outils liés à l'action publique. Le but de la formation est notamment de préparer aux métiers de la fonction publique et plus généralement à l'exercice professionnel en lien avec l'action des collectivités publiques ou des structures qui travaillent avec l'administration (associations et entreprises en particulier).

La formation est organisée en alternance entre périodes de cours à la Faculté et périodes de stage, tout au long de l'année, avec une dimension méthodologique adaptée à la préparation des concours. De plus, des projets tutorés permettent de se confronter à des questionnements pratiques et aux différents métiers du droit public. Le Master 2 permet aussi de développer ses compétences en recherche académique.

Le **M2 HDI** est co-accrédité avec l'Université de Rennes 1 qui pilote la formation. Ce M2 propose des cours et des séminaires couvrant tous les champs de l'histoire du droit public et de l'histoire du droit privé avec un accent particulier sur l'histoire de la justice sous toutes ses formes pour préparer aux carrières judiciaires et aux emplois d'auxiliaires de justice.

Il vise à offrir aux étudiants une vaste culture juridique historique et critique afin de saisir la formation des mécanismes juridiques et d'en comprendre les évolutions et les transformations. Ces connaissances peuvent servir de tremplin pour une poursuite d'études en doctorat ou être valorisées dans le cadre de différents concours.

Le **M2 M@DOS** est un M2 sur deux années, inter-disciplinaire. Il associe des cours autour de l'animation et la gestion de ressources humaines, le droit de l'éducation, la sociologie, l'analyse et l'évaluation des politiques publiques d'éducation, le management, la conduite du changement, la transformation numérique et l'anglais. Il propose un parcours diplômant multimodal : à plus de 80% à distance, le présentiel est composé de 3 à 4 regroupements de 2 jours organisés à Paris.

— Programmes

M1 DPG : les matières fondamentales relèvent des grands enjeux de l'action publique et de son encadrement, avec un accent notable sur le droit des collectivités territoriales, des services publics, et le droit public économique. L'approche contentieuse du droit y occupe une place importante. S'y ajoutent, à titre complémentaire, des enseignements en sciences politiques et en histoire du droit et de la justice.

M1 DIE : il comporte des matières fondamentales qui relèvent de diverses branches du droit de l'Union européenne, droit international approfondi, droit international économique, droit des organisations internationales, droits de l'homme et responsabilité internationale. Un nouveau module intitulé « Clinique du droit de l'UE » est également proposé, avec la possibilité de réaliser une « Clinique juridique » à la place d'un stage (tous deux optionnels).

M2 DIE : il comporte une approche matérielle du droit (semestre 1), et une approche contentieuse (semestre 2). Il est centré sur les droits de la personne (droits de l'homme, droit des réfugiés, droit des peuples, etc). Il se caractérise par des enseignements cliniques et pratiques du droit, et par la participation à des concours internationaux de plaidoiries. Les deux semestres proposent également une «Clinique juridique Lighthouse» consacrée au suivi de travaux cliniques, à des conférences thématiques, et à la préparation à l'insertion professionnelle.

M2 DIP : 1^{er} semestre : organisation territoriale / intervention économique des collectivités publiques / intercommunalité, développement durable et risques / Méthodologie de concours et de projet tutoré. 2nd semestre : moyens de l'action locale / finances publiques, enjeux pratiques de développement local et économique / préparation aux concours / professionnalisation (stage, mémoire de recherche).

M2 HDI : il permet d'appréhender les ressources et processus du travail de recherche (sites d'archives, bibliothèques, sites internet, bases de données juridiques françaises et internationales, sources documentaires actuelles et anciennes, parutions scientifiques), d'acquérir les outils et méthodologies de la recherche individuelle et collective : veille documentaire juridique, collecte documentaire, lecture, compréhension, interprétation, analyse, exploitation, synthèse des informations. Le parcours respecte le projet professionnel de l'étudiant et s'organise autour d'un profil davantage axé sur la recherche universitaire, qui se concrétise par l'élaboration d'un mémoire de recherche, ou autour d'un profil plus pratique qui se réalise par un stage au sein d'une institution.

M@DOS : il compte 320h réparties en 4 unités d'enseignements s'étalant sur 2 ans (4 semestres), la 4^e unité étant consacrée au mémoire de recherche en contexte professionnelle. Le dispositif M@DOS repose sur une organisation pédagogique à distance. En complément d'une plateforme de formation en ligne riche en ressources numériques multimédia, les étudiants sont engagés dans des activités pédagogiques en lien direct avec leur quotidien professionnel. Le programme de ce M2 vise à la fois l'acquisition de certains outils indispensables aux métiers d'encadrement éducatif et une meilleure connaissance des enjeux sociaux, économiques, politiques et pédagogiques qui constituent le contexte dans lequel se développe leurs activités professionnelles.

Retrouvez le programme des enseignements (maquettes M1 et M2) en scannant le QR code figurant au recto de cette page ou en consultant notre site à l'adresse : univ-angers.fr/deg rubrique formations.

— Insertion pro.

Les formations de la mention droit public possèdent d'importants points communs : elles préparent les étudiants aux métiers de la fonction publique, qu'elle soit territoriale, nationale ou européenne et internationale. Ainsi, parmi ces concours et sans être exhaustif, on peut mentionner les concours des IRA, d'attaché territorial, de gendarmerie ou de police, des hôpitaux, des institutions européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe/CEDH), du ministère des affaires étrangères.

Les étudiants peuvent aussi prétendre à des postes dans les services juridiques des ministères (défense, affaires étrangères, économie), dans les administrations centrales (préfectures, OFPRA) ou locales, mais aussi dans des associations et institutions en droit d'asile ou en droit de la mer, sociétés publiques locales, ONG, SEML ou grandes entreprises. La plupart des débouchés sont accessibles dès le M1.

De nombreux étudiants choisissent encore de mener diverses carrières juridiques et judiciaires (avocat, magistrat), certains suivant également la formation de l'IEJ. Si la professionnalisation est accrue dans l'ensemble des parcours, à travers stages et projets tutorés, enseignement et recherche sont également des suites possibles, avec l'inscription en doctorat.

— Admission

Sont admis en M1 Droit public les étudiants titulaires en priorité d'une L3 Droit ou d'une L3 Administration publique, et en M2 les étudiants titulaires en priorité d'un M1 Droit public ou équivalent.

Pour connaître plus précisément les dates et modalités d'admission en M1 et M2, scannez le QR code figurant au recto de cette page ou consultez notre site à l'adresse : univ-angers.fr/deg rubrique formations.